

**VBO FEB**

Verbond van Belgische Ondernemingen  
Fédération des Entreprises de Belgique



**René Branders**

**Discours inaugural**

**Président VBO FEB**

Bruxelles, le 30 mars 2023

Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Excellences en vos titres et qualités,  
Chers entrepreneurs,  
amis de la FEB,

Je ne vous cache pas que je suis extrêmement heureux de devenir le président d'une « institution » comme la FEB. C'est pour moi un grand honneur de succéder à Bart De Smet. Merci Bart, pour ta vision, ton engagement et le dynamisme avec lequel tu as représenté les intérêts de nos entreprises au niveau national et international au cours de ces dernières années. Merci également aux présidents honoraires, aux membres du Conseil d'administration et du Comité stratégique pour la confiance qu'ils m'accordent.

Permettez-moi de m'adresser brièvement au président sortant, Bart De Smet, que j'apprécie et respecte beaucoup.

Bart, tes trois années de présidence de la FEB ont été turbulentes, et c'est un euphémisme. Et tout porte à croire que les années à venir n'offriront guère plus de certitude ou de stabilité. Mais je pars sur des bases solides. La vision pour un avenir meilleur pour la Belgique que les experts de la FEB et toi avez élaborée offre tous les outils nécessaires pour redonner à notre pays un rôle économique de premier plan dans le contexte européen. Une telle vision à long terme, assortie de propositions politiques concrètes, m'apporte la tranquillité d'esprit et, en même temps, l'énergie nécessaire pour remplir ma mission de président avec autant d'enthousiasme que de persévérance.

Au cours des trois dernières années, notre pays et le monde qui nous entoure ont fondamentalement changé. Une crise était à peine terminée qu'une autre nous frappait. En 2023, nous sommes plus que jamais à un tournant. Comment parvenir à une économie et une société durables dans un monde où les tensions et les inégalités ne cessent de croître, où le changement climatique affecte et déplace des millions de personnes, où les pays se replient de plus en plus sur eux-mêmes, où la biodiversité – également importante pour notre économie – continue de se détériorer et où les réserves de matières premières s'épuisent lentement mais sûrement ou deviennent de moins en moins accessibles ?

La Belgique est une petite économie ouverte au milieu d'un contexte étranger d'une taille mille fois supérieure. Il est dans l'intérêt du pays de suivre de près ce qui se passe dans le monde extérieur. Tout en étant bien conscients que l'époque où nous avons le contrôle sur ce qui se passait à l'intérieur de nos propres frontières est terminée. Le monde évolue, avec ou sans nous, et nous devons surmonter notre mentalité parfois trop centrée sur nous-mêmes. La Belgique doit prendre conscience que ses problèmes ne sont pas les problèmes du monde, mais que les problèmes du monde sont ceux de la Belgique. Nous ne pouvons pas gérer seuls – et certainement pas contrôler – des chocs de l'ampleur de la pandémie de coronavirus, de la crise énergétique, d'une guerre aux perturbations multiples, ou encore du changement climatique.

Par contre, nous pouvons nous y préparer. Lorsque je vois comment nos gouvernements, nos entreprises et nos citoyens ont fait face à la pandémie de COVID, par exemple, je ne peux que me réjouir de la résilience, de la persévérance et de la flexibilité avec lesquelles nous avons surmonté tous ensemble la crise sanitaire. En mettant tout en œuvre pour limiter les dégâts sur les plans humain et économique.

Aujourd'hui, la Belgique dispose d'une feuille de route pour le cas où nous serions à nouveau frappés par une crise sanitaire.

Je me demande dès lors pourquoi nous ne disposons pas d'une telle feuille de route pour les autres défis sociétaux auxquels notre pays est confronté.

La permacrise qui affecte la Belgique, conjuguée au contexte politique complexe du pays, ne facilite certainement pas la tâche des décideurs politiques qui doivent penser et agir sur le long terme. Mais cela ne doit pas servir d'alibi pour n'intervenir que lorsqu'il est déjà presque trop tard. Et cela arrive bien trop souvent. Pensons aux dossiers des pensions, du marché du travail et de l'énergie. Au lieu de remettre constamment l'ouvrage sur le métier, il serait préférable de se doter d'un plan de la situation à laquelle nous voulons aboutir dans cinq ou dix ans. En intégrant le risque d'imprévisibilité, bien sûr.

En se concentrant trop souvent sur le court terme et en évitant le long terme, notre pays glisse presque imperceptiblement mais progressivement de la tête vers le milieu du peloton européen. Or nous pouvons enrayer cette évolution. Nous sommes suffisamment résilients,

à condition de le vouloir vraiment. En effet, il n'est pas nécessaire d'être un grand pays pour accomplir de grandes choses. Regardons autour de nous. Les exemples de petits pays qui se dotent d'une position beaucoup plus solide que la Belgique ne manquent pas.

Bientôt, nous entrerons dans la seconde moitié de cette décennie. L'année 2030 se rapproche suffisamment pour que les principaux objectifs soient concrétisés, pour que les concepts deviennent des scénarios ou feuilles de route qui transforment progressivement les objectifs en résultats concrets et mesurables.

Comme je l'ai mentionné, la FEB, sous la présidence de Bart, a élaboré une telle feuille de route sous le titre "Horizon Belgique 2030". Un travail auquel toutes les fédérations sectorielles membres ont prêté leur concours et qui bénéficie d'un large soutien. La feuille de route est avant tout un plan d'action, mais un plan d'action fondé sur une analyse approfondie. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Où voulons-nous être en 2030 ? Et quelles sont les actions à entreprendre pour y arriver ? En même temps, nous envoyons le message que toutes les parties prenantes, les employeurs, les consommateurs, les autorités, les responsables politiques ... devront faire un effort concerté pour atteindre ces objectifs. Bref, pour reprendre la formule de Pieter, l'accord de gouvernement pour l'équipe qui sera mise en place après les élections de 2024 est déjà prêt.

Mesdames et Messieurs,

Nous devons progresser plus rapidement que la normale vers une société, une économie compétitive, durable et agile. L'innovation au sens large et au-delà des frontières constitue à cet égard un levier indispensable et incontournable. Je parle en connaissance de cause, en tant que CEO de notre entreprise familiale FIB Belgium. Tout le monde sait que Microsoft et Apple ont vu le jour dans un garage. L'histoire de FIB Belgium a quant à elle commencé en 1936 ... dans une cave. C'est là que mon grand-père a eu l'idée de concevoir un four pour la combustion du gaz naturel, une ressource totalement nouvelle à l'époque. Depuis lors, notre entreprise n'a cessé de développer cette spécialité de niche, devenant l'un des leaders dans la fabrication de machines destinées à produire des fils métalliques, avec des clients aux quatre coins du monde.

Cette histoire et mon expérience personnelle m'ont convaincu du pouvoir de l'innovation à l'échelle internationale. La capacité à entreprendre de manière innovante à l'international dans un environnement économique stimulant est le fondement du maintien, et mieux encore, du renforcement de la prospérité de notre pays. Pour tous et sans laisser personne de côté. Porter atteinte à cette capacité et à ce climat revient à se tirer une balle dans le pied.

En effet, la Belgique est extrêmement active dans le domaine de la recherche et du développement. Sur la période 2009-2019, les entreprises, les gouvernements et les établissements d'enseignement supérieur ont investi en moyenne 4,7% de plus dans la R&D. Les entreprises sont de loin le moteur de cette évolution, représentant plus de 11 milliards EUR d'investissements en 2019. Veillons à ne pas galvauder ni perdre cette avance durement acquise. Au contraire.

Notre capacité d'innovation est d'ailleurs essentielle pour notre économie ouverte et exportatrice. Pour rappel, plus de 80% de notre PIB dépend de nos exportations, en Europe mais aussi en dehors. Et un emploi sur cinq en Belgique est lié à cette exportation en dehors de l'UE. En ces temps incertains, la diversification de nos exportations et de nos importations doit donc constituer une priorité.

Nous sommes tous conscients qu'un certain nombre de choses doivent fondamentalement changer dans ce pays. La concertation sociale en est un exemple. Les effets secondaires involontaires du modèle socio-économique prouvent une fois de plus que la concertation sociale doit changer d'orientation et se réinventer. Cette demande de changement a été mise sur la table à plusieurs reprises, mais jusqu'à présent, elle n'a hélas pas été entendue.

Or nous devons oser aborder de nouveaux thèmes sur la base de la nouvelle vision de la société. Abandonnons la logique des années 1960 qui limite la concertation aux salaires et aux droits à l'absence. Les partenaires sociaux doivent se retrouver dans un projet commun, disons un « pacte social », qu'ils soutiennent conjointement. Grâce auquel ils s'engagent ensemble en faveur d'une croissance plus durable en misant sur des thèmes qui détermineront notre prospérité : une pension viable, un marché du travail flexible, la digitalisation, la transition énergétique, la compétitivité, etc.

Et en concluant ce que j'appelle des « accords de VISION ». Cette notion associe deux composantes : VISION et ACCORD.

Faire preuve de vision implique qu'il ne faut pas s'accrocher coûte que coûte à des droits, obligations et acquis qui ont un jour fait leurs preuves, mais qui ne correspondent plus du tout aux modes de travail et de vie actuels et futurs.

En tant que président du Groupe des Dix, je veux investir dans des accords qui s'appuient sur une vision, et non plus dans des accords qui sont l'otage d'un modèle de société dépassé depuis longtemps ou de l'illusion du jour.

La deuxième composante, c'est l'accord. Les partenaires sociaux doivent parvenir à transposer ce qu'ils conviennent entre eux en des accords propres qu'ils concluent en toute autonomie. Et quiconque connaît un tant soit peu la négociation sait que chaque négociateur obtient quelque chose et donne également quelque chose en échange. Et qu'à la fin d'une négociation, chaque partie va toujours un peu plus loin que le mandat qu'il lui a été accordé.

Celles et ceux qui me connaissent savent que je suis un fervent défenseur des interactions entre experts, décideurs politiques, employeurs, collaborateurs et citoyens – qui ne sont pas toujours d'accord sur tout. L'objectif final étant d'arriver à une symbiose entre nos valeurs respectives.

Une organisation comme la FEB est davantage que la somme de ses fédérations sectorielles membres, de son président, de son CEO, de ses experts et de ses processus. Ce n'est pas une « boucle » fermée, mais un laboratoire sociétal qui « percole » au travers d'une série de réalités socio-économiques qui poussent les managers et les collaborateurs à réfléchir, à créer et à innover.

Je suis plus que convaincu que la famille FEB partage ma vision. Les efforts déployés par tous les collaborateurs jour après jour et le résultat de tout ce travail sont la plus belle preuve de leur créativité, de leur savoir-faire, de leur expertise, de leur expérience et de leur quête d'un monde meilleur !

Je suis impatient de me mettre au travail. Je suis persuadé que d'ici trois ans, je pourrai me regarder dans le miroir avec fierté.

À une condition, bien sûr : pour que notre pays redevienne l'un des champions européens, nous avons besoin de toutes les parties prenantes de la SA Belgique. C'est pourquoi j'aimerais aujourd'hui lancer un appel à l'union des forces. Ainsi seulement, nous pourrions tous faire le saut, du milieu du peloton vers le groupe de tête.

Je vous remercie pour votre attention !